

**REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK –FATHERLAND
MINISTRY OF SOCIAL AFFAIRS
MINISTER'S OFFICER
GENERAL INSPECTORATE**

**REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE - WORK –FATHERLAND
MINISTRY OF SOCIAL AFFAIRS
MINISTER'S OFFICER
GENERAL INSPECTORATE**

**CONFERENCE ANNUELLE 2022
EXPOSE PREPARE ET PRESENTE PAR L'INSPECTION GENERALE
RESPONSIBLE :Madame NDIFOR MAURINE EPSE DENGHO
Inspecteur N°2**

**THEME:
L'AUDIT ET LE CONTROLE INTERNE DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET PRIVEES POUR
AMELIORER LES PRESTATIONS SOCIALES**

**ARTICULATIONS
A- GENERALITES SUR L'AUDIT
Définition
Objectifs
Méthodologie ET Orgarnisation
B- L'IMPORTANCE DE L'AUDIT POUR LA REDEVABILITE
C- PRINCIPALES CONCLUSIONS ET OBSERVATIONS DES MISSIONS
D'AUDIT 2021
D- RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES POUR 2022**

A- GENERALITES SUR L'AUDIT

□ DEFINITION

- ▶ De manière générale, l'**audit** est un exercice scientifique effectué par un expert dans le but d'évaluer les aspects techniques, administratifs et financiers d'une institution. Il existe trois types d'audits à savoir:

- ▶ *l'audit externe,*
- ▶ *l'audit interne et,*
- ▶ *l'audit de tierce partie.*

Les deux premiers types d'audit sont les plus couramment pratiqués par les institutions publiques et privées.

- ▶ Alors comment définir ces types d'audit?
- ▶ Contrairement à l'**audit externe** qui est un examen indépendant et formel de la situation financière d'une structure fait à la demande d'une partie prenante comme client, l'**audit interne** selon l'Institut of Internal Auditors (IIA) « *est une activité indépendante et objective qui donne à une organisation une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, lui apporte ses conseils pour les améliorer, et contribue à créer de la valeur ajoutée* ».

- ▶ Le Ministère des Affaires Sociales dans sa principale mission d'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière de prévention, d'assistance et de protection des personnes socialement vulnérables (PSV) a dans le **TITRE IV, article 5 du Décret N°2017/383 du 18 juillet 2017** confié la mission du contrôle interne et de l'évaluation des services centraux et déconcentrés, des organismes sous tutelle, ainsi que des organismes et projets rattachés à l'Inspection Générale.

- ▶ C'est dans cette optique que l'Inspection Générale se déploie sur le terrain chaque Année pour effectuer des contrôles de routine mais aussi s'assurer du fonctionnement des services dans le cadre de la lutte contre la corruption.

□ OBJECTIFS DE L'AUDIT INTERNE

- ▶ Le but ici est d'aider une structure à atteindre ses objectifs en évaluant son processus de management des risques et de contrôle de gestion.

□ METHODOLOGIE ET ORGANISATION DE L'AUDIT

- ▶ Le contrôle interne est mené par un auditeur qui définit la mission, collecte les informations (en décortiquant le fonctionnement de la structure afin de détecter les défauts), les analyse et les synthétise.
- ▶ Pour recueillir ces informations, l'auditeur s'appuie sur des outils d'analyse tels que les entretiens, les réunions avec les personnels, les tests d'observation, etc.

B- L'IMPORTANCE DE L'AUDIT POUR LA REDEVABILITE

- ▶ L'importance de l'audit interne ici est perçue sous deux angles :
- ▶ Sous l'angle des services centraux et déconcentrés, Unités Techniques Opérationnelle et Institutions Spécialisées, l'audit aide les responsables et personnels de ces structures à exercer efficacement leurs obligations en fournissant des analyses, des appréciations, des recommandations, des conseils et informations sur les activités examinées et menées.

- ▶ Sous l'angle des organismes sous tutelle du MINAS, l'audit va apporter aux intervenants une nouvelle manière de faire notamment en matière d'orientations normatives et pratiques pour le fonctionnement et le contrôle des Institutions Publiques et Privées d'encadrement des Personnes Socialement Vulnérables (PSV). A cet effet, le Guide d'orientations normatives et pratiques pour le fonctionnement et le contrôle des institutions publiques et privées d'encadrement des Personnes Socialement Vulnérables et sa lettre circulaire N°2020/AS/0005/LC/MINAS/CAB/IG du 07 août 2020 expliquent de manière succincte les objectifs, méthodes de travail et l'organisation de ces structures et interviennent dans une volonté de palier le déficit en matière de normes de fonctionnement desdites structures d'encadrement des PSV.

C-PRINCIPALES CONCLUSIONS ET OBSERVATIONS DES MISSIONS D'AUDIT DE L'ANNEE 2021

- ▶ 167 structures auditées contrôlées et évaluées en 2021 dont 10 structures dans les services centraux, 113 dans les services déconcentrés, 42 OSP et 02 Institutions Spécialisées;
- **Sur le plan des infrastructures et des équipements**
 - ▶ Amélioration remarquée du cadre de travail dans plusieurs structures;
 - ▶ Persistance de l'étroitesse des locaux et du nombre élevé des cadres d'appui dans les services centraux;
 - ▶ En matière d'équipement informatique et de matériel de bureau beaucoup d'efforts sont fournis dans le but d'améliorer les conditions de travail des collaborateurs dans les services centraux et déconcentrés;

□ **Sur le plan des ressources humaines :**

- ▶ Bien que des efforts aient été fournis en termes d'affectation et de redéploiement des personnels dans les services déconcentrés, il demeure le problème de l'insuffisance des personnels dans les UTO;
- ▶ Certains cas d'indiscipline ont été relevés faisant ainsi l'objet de plusieurs demandes d'explications et lettres d'observation. Des efforts sont fournis par les responsables de certaines structures dans le but améliorer la discipline (assiduité et ponctualité) de leurs personnels;

□ **Sur le plan financier**

- ▶ La quasi totalité des structures contrôlées par l'IG au cours de l'année 2021 disposaient d'un budget de fonctionnement, à l'exception de quelques unes.

□ **Sur le plan technique**

- ▶ La mauvaise utilisation des Aides et Secours destinés aux déplacés internes par certains responsables de UTO;

- ▶ Dans les services centraux, plusieurs structures ont fait un plaidoyer pour revoir à la hausse le budget qui leur est accordé au regard de l'ampleur de leurs activités (**DPSE, BNCPS et toutes les cellules**);
- ▶ Il a été difficile pour l'Inspection Générale de définir clairement les lignes budgétaires accordées aux différentes structures par défaut de présentation d'un certain nombre de documents financiers dont les fiches d'accréditations assorties des différentes lignes et les fragments de PTA correspondants assortis des montants exacts des différents crédits alloués de certains responsables des structures.

D- RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES POUR 2022

□ RECOMMANDATIONS

- ▶ Renforcer les capacités des gestionnaires de crédit et en particulier ceux des Services Déconcentrés en matière de procédures de gestion des ressources matérielles de l'Etat.
- ▶ Organiser des ateliers de renforcement des capacités des UTO pour une meilleure gestion des Aides et Secours destinés aux déplacés internes
- ▶ Mener une réflexion sur l'opportunité de créer un plus grand nombre de SASO notamment dans les villes disposant de Prisons centrales et de Tribunaux
- ▶ Veiller à la budgétisation des CESO qui ne le sont pas.

❑ PERSPECTIVES

L'amélioration qualitative et quantitative des audits effectués au sein du département ministériel passe par:

- ▶ L'implication réelle, effective et permanente de tous les acteurs (auditeurs et audités);
- ▶ L'amélioration de la chaîne de suivi évaluation des recommandations issues des missions d'audit et de contrôle;
- ▶ Le renforcement des capacités des personnels de l'Inspection Générale en matière d'audit interne;
- ▶ L'augmentation des ressources budgétaires et moyens de locomotion alloués aux missions d'audit de l'Inspection Générale.

THANK YOU FOR YOUR KIND ATTENTION